

L'hon. Martin P. O'Connell (ministre suppléant de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Oui, monsieur l'Orateur. Le projet présenté par le théâtre «Scene After Scene» a été revu et on a conclu qu'il répondait aux normes du programme d'initiatives locales, mais il fera l'objet d'un réexamen au fur et à mesure de son exécution. Ce projet, auquel sont employées 17 personnes, vise à mettre en scène deux pièces complètes de Brecht et d'Eschyle qui sont présentées dans les universités et autres institutions du Canada.

• (1150)

M. Lundrigan: Le ministre suppléant de la Main-d'œuvre et de l'Immigration nous dirait-il si on a exigé d'autres vérifications et surtout si on a refusé de verser le dernier paiement dans le cas de certaines entreprises ou si leur paiement contractuel initial fut réduit? Dans ce cas, le ministre est-il disposé à déposer ces renseignements?

L'hon. M. O'Connell: Monsieur l'Orateur, pour répondre à la première question, je signale qu'un service de surveillance régulière a été établi et que tous les projets font l'objet d'un examen continu. Pour ce qui est des réductions, je dois dire que les projets sont constamment modifiés. Tantôt on en réduit la portée, tantôt on l'élargit, mais nous ferons de notre mieux pour aider les chômeurs en nous assurant que ces projets demeurent réalisables. Je ne vois pas l'avantage qu'il y aurait à déposer...

M. l'Orateur: A l'ordre. Comme le temps va nous faire défaut, nous ferions peut-être mieux de passer à une autre question.

* * *

L'INFORMATION

LA NÉCESSITÉ D'UNE POLITIQUE QUANT AU DROIT DU PUBLIC

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail qui, sauf erreur, est chargé d'Information Canada. Comme il est de nouvelle question, dans le rapport annuel d'Information Canada, de la nécessité d'une politique quant au droit du public d'être informé, que fait-on pour remédier à cette lacune en matière de politique?

L'hon. Martin P. O'Connell (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, nous nous préoccupons au plus haut point de la chose. Il y a dans divers pays des lois qui visent à protéger le droit du public d'être renseigné, mais dont les résultats sont loin d'être satisfaisants. Nous examinons toutes les formules possibles sous ce rapport.

LE PÉTROLE

LE PIPE-LINE DU MACKENZIE—LE NIVEAU DES ENTRETIENS CANADO-AMÉRICAINS—LE RAPPORT SUR LA FAISABILITÉ

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ou à son secrétaire parlementaire. Comme il se pourrait qu'un pipe-line portant le pétrole de l'Alaska traverse le Canada et comme M. Ruckelshaw, de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis, a déclaré récemment que le secrétaire de l'Intérieur des États-Unis a consulté des représentants du Canada à ce sujet, le secrétaire parlementaire dirait-il à quel niveau de gouvernement les entretiens ont eu lieu et quels étaient les participants?

M. Paul St. Pierre (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la récente déclaration du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources du Canada a été signalée au gouvernement des États-Unis par nos représentants.

M. Harding: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Le secrétaire parlementaire dirait-il à quelle date ces entretiens ont eu lieu et quels aspects du pipe-line éventuel ont été discutés, et aussi quelle date a été fixée pour la présentation d'un rapport sur la faisabilité d'un tel pipe-line?

M. St. Pierre: Monsieur l'Orateur, comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources l'a indiqué, les études devraient être terminées à l'automne. En ce qui concerne la date des conférences, que demande également le député, je devrai tenir cette partie de sa question pour préavis et vérifier plus à fond.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME D'ACHATS DE VOLAILLES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. R. E. McKinley (Huron): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture. J'aurais préféré poser ma question à ce dernier mais on m'informe qu'il a été absent toute la semaine sur les ordres du médecin mais qu'il sera présent la semaine prochaine. Nous lui souhaitons tous une prompte guérison et un rapide retour à la Chambre. Le gouvernement a-t-il reçu une proposition émanant de la Fédération de l'agriculture au nom des producteurs d'œufs relative à sa participation à un programme d'achats de volailles et, dans l'affirmative, quelles sont les intentions du gouvernement?

M. Marcel Lessard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur, le gouvernement a reçu cette proposition qui a été discutée et au sujet de laquelle le ministre fera une déclaration à son retour.